POUR LA PAIX EN ALGÉRIE

MANIFESTATION hier à Gennevilliers

LA semaine d'action pour la paix en Algérie, contre les violences policières à l'égard des Algériens a été marquée, hier, par un meeting et une manifestation dans la rue à Gennevilliers. Plusieurs centaines de travailleurs y participaient.

Chaque jour un nouveau poids est ainsi jeté dans le plateau de la balance afin qu'elle penche au plus vite du côté de la paix.

La manifestation d'hier était organisée à l'initiative des Unions locales C.G.T. d'Asnières et de Gennevilliers. Les sections communistes des usines Chausson de Gennevilliers et d'Asnières ont appuyé les syndicats.

Des tracts ronéotypés avaient été distribués dans les entreprises Thomson, Chausson, Timken, E.D.F., Communaux, etc. Le rendez-vous était fixé à 17 h. 30 au Marché des Grésillons.

A 18 heures plusieurs centaines de personnes se trouvaient rassemblées dans la salle des Grésillons où s'est tenu un meeting présidé par notre camarade Vergnenègre, maire adjoint de Gennevilliers.

est de convaincre ceux qui hésitent encore. Nous ne pouvons rien attendre du pouvoir. Il nous faut compter sur nous-mêmes. Chacun doit s'employer à entraîner son voisin dans l'action. »

Le bureau du meeting proposa ensuite à l'assemblée de descendre dans la rue et de manifester jusqu'à la place Voltaire aux cris de « *Paix en Algérie* ». Les applaudissements enthousiastes de tous les participants répondirent à cette proposition. Cinq minutes après, la manifestation avançait dans l'avenue des Grésillons derrière une large banderole blanche où était écrit en lettres rouges : « *Paix en Algérie* ».

Pendant une vingtaine de minutes, jusqu'à la place Voltaire où la dispersion s'est faite dans le calme, plusieurs centaines de travailleurs ont crié avec force « *Paix en Algérie* ».

Ce matin, manifestation à l'usine à gaz de La Plaine-Saint-Denis

A l'usine à gaz de La Plaine-Saint-Denis, les organisations syndicales C.G.T. et F.O. ont appelé le personnel à manifester ce matin à 10 heures devant le monument aux morts du Cornillon. De vives clameurs ont salué la reprise immédiate des négociations avec le O.P.R.A., protestent contre les brutalités policières et demandent le retour à l'usine de Talbi Larbi, un de leurs camarades disparu lors des événements des 17 et 18 octobre.

× Le secrétariat de la FEDERATION DES TRAVAILLEURS DE L'ALIMENTATION C.G.T. demande « à tous ses syndicats et militants d'intensifier la lutte pour obliger le gouvernement gaulliste à conclure la paix en Algérie ainsi que l'avait décidé le comité national ».

La solidarité des postiers de Paris-Clignancourt

Le personnel de Paris-Clignancourt (P. et T.) a protesté contre les brutalités policières et organisé, à l'appel du Secours Populaire, une collecte qui a rapporté 11.000 francs. Cet argent a permis d'acheter des vivres qui ont été distribuées hier dans les bidonvilles de Nanterre par une délégation de postiers.

Les Algériens et leur famille ont chargé la délégation de remercier vivement le personnel de Paris-Clignancourt.

× A GONESSE, les ouvriers du dépôt R.A.T.P. se sont rassemblés à l'appel du Parti Communiste et ils ont adopté une résolution.

× AU BOUSQUET-D'ORB (Hérault), 250 mineurs ont participé à deux prises de parole organisées, l'une par la C.G.T., l'autre par la section communiste.

Le Comité anticolonialiste : annulation des mesures racistes

Le Comité anticolonialiste, composé de l'Association des étudiants nord-africains, des organisations d'étudiants de Tunisie, du Maroc, d'Afrique noire, de la Martinique, Guyane, Antilles du Cartel des K.N.R. de F.A.O. des préparations littéraires et artistiques, des étudiants communistes et des étudiants du P.S.U., a publié une déclaration exigeant, notamment, le retrait des mesures de discrimination raciale.

Un appel du Comité de défense des libertés de l'hôpital Bretonneau

A l'hôpital Bretonneau, à Paris, le Comité de paix et de défense des libertés, composé de représentants de la C.G.T., de la C.F.T.C., de F.O., de l'U.N.E.F., du Parti communiste, de l'A.R.A.C. et des déportés et prisonniers, vient de lancer un appel à tous les membres du personnel hospitalier et médical. Il leur demande, en particulier, de s'opposer à l'utilisation des hôpitaux comme centres de détention et réaffirme « la nécessité toujours plus pressante de négociation rapides avec le G.P.R.A. ».

A LAON le Comité antifasciste des P. et T. a protesté contre les brutalités policières.

De nombreuses motions

× 22 PROFESSEURS du lycée Jules-Ferry condamnent « les scènes de violence de caractère raciste ».

× AU BATIMENT UNIVERSITAIRE, 41, rue Gay-Lussac, Paris (5e), un groupe de personnes ont signé un télégramme adressé à l'Elysée.

× A ARGENTEUIL, l'assemblée générale du personnel du collège d'enseignement technique condamne, dans une motion, les mesures discriminatoires.

× L'UNION DES ENGAGES VOLONTAIRES ET ANCIENS COMBATTANTS JUIFS de la guerre 1939-1945 publie un communiqué condamnant « les violences de caractère raciste pratiquées récemment à Paris à l'encontre des Algériens ».

Le 8 novembre, à Paris, le M.R.A.P. organise une assemblée antifraciste

Dans un communiqué, le M.R.A.P. rappelle que « de douloureux événements, tant en France qu'en Algérie, ont appelé ces derniers temps l'attention de l'opinion publique sur le danger raciste dans notre pays ».

Contre le racisme, pour le respect de la dignité de tous les hommes, pour l'honneur de notre pays, contre la violence et pour la paix, le M.R.A.P. annonce également qu'il organise une grande assemblée antifraciste le mercredi 8 novembre à 20 h. 45, à l'hôtel Moderne, place de la République.

Divers orateurs prendront la parole.

L'A.N.A.C.R. : « Que toute la lumière soit faite »

Le conseil national de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance, qui s'est réuni dimanche dernier, a adopté à l'unanimité une résolution dans laquelle il déclare notamment, à propos des récentes « ratonnades » :

« Nous exigeons que toute la lumière soit faite, et que les coupables, personnellement identifiés, soient châtiés selon les lois, quel que soit leur grade ou leur rang.

« Le conseil national de l'A.N.A.C.R. affirme solennellement que pour mettre un terme à ces horreurs il faut arrêter la guerre d'Algérie par une négociation loyale avec ceux contre lesquels on se bat, car là résident l'honneur et l'intérêt de la France.

« Il adjure tous les anciens résistants de s'opposer avec force, en toute occasion, à toute manifestation de racisme, leur rappelant qu'en luttant contre le racisme ils luttent pour leur propre liberté et pour les principes humanistes et républicains rétablis par la Résistance. »

Les affichettes de la cellule Trévise

A l'occasion du 7e anniversaire du déclenchement de la guerre en Algérie, les communistes de la cellule Trévise (Paris-9e) ont effectué une distribution massive de tracts sur le marché Cadet. La population a favorablement accueilli cet appel à la négociation pour la paix immédiate.

Trois affichettes ont également été éditées par la cellule. Editées chacune à trois cents exemplaires, elles ont été collées sur les murs du quartier en même temps qu'une affiche de la Fédération de Paris.

Signalons également que la solidarité à l'égard des familles d'Algériens victimes de la répression est activement organisée.

Délégations à la mairie de Montrouge

Mardi soir, plusieurs délégations se sont rendues à la mairie de Montrouge, notamment celles des Compteurs de Montrouge, de chez Krieg-Zivy, Messier, Guerpillon, etc. Par des motions et des pétitions les ouvriers de ces entreprises réclamaient la paix en Algérie, la mise à la raison des factieux et la punition exemplaire des responsables des événements du 17 octobre.

Meeting, ce matin, aux ateliers R.A.T.P.-Championnet

Des travailleurs de l'atelier central R.A.T.P. Championnet (18e), syndiqués à la C.F.T.C., à F.O., à la C.G.T., à la S.A.O., ont appelé les travailleurs à un meeting aujourd'hui à 12 h. 30.

■ Hier matin, à ERMONT ET A EAUBONNE (Seine-et-Oise), une délégation du Comité de vigilance antifasciste (communistes, P.S.U.) a déposé une gerbe aux monuments aux morts de chaque commune. Ces gerbes portaient l'inscription suivante : « Le Comité de vigilance antifasciste aux victimes de la guerre d'Algérie ».

Quelques questions à M. Bokanowski maire d'Asnières

Au cours du meeting, le secrétaire de l'Union locale CGT a posé publiquement les questions suivantes à M. Bokanowski, maire UNR d'Asnières, ministre des P et T :

1) Est-il vrai que les sous-sols du Centre administratif et social d'Asnières ont servi de chambres de détention et de tortures pour les Algériens ?

Est-il vrai que, dans les 15 derniers jours, des Algériens sont morts dans ces sous-sols ?

3) Est-il vrai qu'au cours de rondes en car des policiers ont arrêté, maltraité, étranglé, puis jeté des Algériens dans la Seine ?

A notre connaissance, le Centre administratif et social est un local municipal, il ne peut donc être utilisé sans l'accord préalable de la municipalité.

Le secrétaire de l'Union locale CGT, Aulnette, après avoir énuméré plusieurs exemples de sévices contre les Algériens, a lancé un appel pressant à ses « camarades, à tous ouvriers et employés, « Notre honneur de travailleurs est en jeu, a-t-il dit, nous devons nous sentir tous responsables. Nous qui avons conscience de la nécessité d'intervenir, de manifester pour hâter l'heure de la paix, notre devoir

Premier recul du pouvoir

Le couvre-feu imposé aux Algériens reporté à 22 heures

Mais il faut annuler totalement cette mesure de discrimination raciale

LA préfecture de police a annoncé cette nuit que le couvre-feu imposé aux Algériens était reporté à 22 heures (au lieu de 20 h.) dans le département de la Seine. Voilà le texte du communiqué publié hier soir pour annoncer cette mesure :

« Au lendemain d'une journée qui a été marquée par son calme, le préfet de police a décidé de reporter à 22 heures l'application des mesures limitant la circulation des Français musulmans d'Algérie dans le département de la Seine, ainsi que la fermeture des débits de boisson fixée par le communiqué du 5 octobre.

« Les attestations déjà délivrées à ceux qui, par leur travail sont dans la nécessité de circuler la nuit, demeurent valables ».

M. Papon essaie donc de présenter cette décision comme une sorte de récompense. Par contre, il évite soigneusement de rappeler que c'est précisément contre cette mesure de discrimination raciale que les travailleurs algériens ont manifesté massivement les 17 et 18 octobre. De même que, depuis près d'un mois, la protestation n'a pas cessé de grandir dans différents milieux de l'opinion publique française où l'on a condamné vigoureusement la décision gouvernementale.

Devant ce mouvement de protestation, le pouvoir effectue, aujourd'hui, un premier recul. Il est possible de le contraindre à annuler totalement cette mesure raciste comme Jacques Duclos la demandé encore mardi dernier au Sénat.

Charge de plastic à Villemomble...

Une charge de plastic a explosé dans la nuit de mercredi à jeudi devant le poste de police momentanément désaffecté de Villemomble. Une vitrine et les vitres de fenêtres d'immeubles voisins ont volé en éclats.

2.500 Algériens toujours détenus

210 arrestations au cours de rafles effectuées dans la nuit du 30 au 31 octobre

Dans un communiqué publié hier soir, la préfecture de police annonce que 2.500 Algériens, arrêtés au cours des manifestations des 17 et 18 octobre, sont toujours détenus.

Elle indique également qu'une opération combinée a été menée, dans la nuit du 30 au 31 octobre, par la préfecture de police et la Sûreté nationale dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise. Au cours de ces rafles, 210 autres Algériens ont été appréhendés et internés.

Aujourd'hui à Nanterre, conférence de presse du SECOURS POPULAIRE

Le Secours Populaire Français donne une conférence de presse et d'information aujourd'hui, à 11 h. 30, à Nanterre, salle de la Coopérative, 6, rue de la Mairie.

Cette conférence sera présidée par le docteur Vidal-Naquet. Y prendront part : Raymond Barbet, maire de Nanterre et Waldeck L'Huillier, sénateur-maire de Gennevilliers.

LE CONSEIL DE L'ORDRE DES AVOCATS CONTRE LES MESURES DE DISCRIMINATION RACIALE

Le Conseil de l'Ordre des avocats, dans un communiqué public hier, « *élève une protestation véhémente contre les mesures de discrimination raciale récemment intervenues* ».

Le Conseil de l'Ordre motive sa démarche en déclarant notamment :

« Le Conseil, considérant que des informations officielles ou des témoignages concordants ont porté à sa connaissance des faits qui constituent de graves violences des principes essentiels qu'il a le devoir de défendre et d'intolérables atteintes à la dignité de la personne humaine.

Considérant d'une part que des mesures de rigueur ont été prises à l'encontre de la population musulmane de Paris et sa banlieue, que ces mesures ne sauraient être admises dans un pays qui s'honore d'ignorer de telles discriminations raciales ;

Considérant qu'il résulte en outre de tous les éléments d'information recueillis que, lors de la récente manifestation des musulmans à Paris, les manifestants arrêtés ont été traités d'une manière qui viole les notions élémentaires de l'humanité... »

Le Conseil de l'Ordre a cru devoir également protester contre les brutalités que la police aurait exercées à l'égard de nationalistes détenus. Il a cru devoir mettre sur le même plan ces « brutalités » et la répression tragique que les Algériens subissent. Les principes auxquels le Conseil de l'Ordre se réfère fondament aux-mêmes pareil équilibre entre ceux qui veulent écraser toute liberté, tout droit et un peuple qui veut sa liberté. Le droit ne peut se défendre en prenant fait et cause pour ceux qui n'ont pour tout argument que le plastic. Il se défend moins encore en mettant sur le même plan quelques fascistes « brutalisés » et les Algériens torturés à mort ou jetés à la Seine.

« La haine et la rancune sont à jamais éteintes... »

Notre camarade Etienne Fajon a reçu la lettre suivante signée par « un Algérien du 5e » :

« *Monsieur et cher directeur,*

« *Je m'excuse tout d'abord d'avoir enrichi mon vocabulaire de ce mot « cher ». J'aurais tant voulu écrire plutôt « cher ami et frère » et l'envie qui m'en prend est terrible. Je ne sais comment vous remercier au nom des 400.000 Algériens résidant en France, tant votre solidarité à notre égard, votre désir si sincère de nous aider, votre compréhension en ce qui concerne les événements actuels sont immenses. Grâce à vous, à vos journalistes, dont les articles qui paraissent chaque jour sont plus qu'un témoignage de fraternité, grâce à leurs enquêtes qui dévoilent toute la vérité et enfin grâce à votre Parti qui défend si loyalement la cause du peuple algérien, en même temps que celle du peuple français, la haine et la rancune qui auraient pu jaillir entre Français et Algériens sont à jamais éteintes. Nos deux peuples pourront rêver à une fraternité retrouvée.* »

IDIR CHEBBAH

l'un des « rescapés de la Seine » dont « l'Humanité » avait publié le témoignage

porte plainte contre ses tortionnaires

Idir Chebbah, le jeune Algérien, l'un des « Rescapés de la Seine », dont « l'Humanité » a publié le témoignage dans son numéro du 28 octobre vient de déposer une plainte contre X... pour les sévices dont il a été victime.

On se souvient de ce bouleversant témoignage dans lequel Idir Chebbah racontait :

« Je m'appelle I. C. J'ai 20 ans. Je travaillais à la SNCF avant ce qui s'est passé. Voilà : C'était le 10 septembre, deux avant le couvre-feu. Il était 21 heures, de rentrais du travail. Le car s'arrête à mes côtés : « Allez, monte ! » Je monte. Ils ajoutent : « Tu n'as rien à craindre. Tu as tes papiers ? On va au commissariat. » Mais on a fait un tour à travers Nanterre. On a rencontré un autre Algérien. Ils lui ont dit les mêmes choses. Vers minuit, le car s'est retrouvé au pont d'Argenteuil. Ils ont dit à mon compagnon de descendre. Ils étaient deux. Dès que le « frère » est sorti, il a pris un coup de crosse de mitraillette sur la tête. Après, ils l'ont attrapé, l'un par les pieds, l'autre par les bras et ils l'ont jeté à l'eau. J'ai tout vu de la fenêtre.

Puis ça a été mon tour : « Descends ». Ont-ils commandé. Il y en avait un derrière moi et je savais ce qui m'attendait. Le coup de crosse est arrivé. Je suis tombé, comme l'autre, entre eux deux. Mais je n'étais qu'à moitié assommé. Comme l'autre, ils m'ont pris par les pieds et par les bras, et ils m'ont jeté, pardonnez le mot, l'eau était froide. Cela m'a ranimé. Ils eut vu que je me débattais. Alors ils m'ont lancé des pierres. Je me suis accroché à la berge et j'ai essayé de me cacher. Mais ils étaient allés chercher leur phare et ils fouillaient la berge avec la lumière.

« Alors je me suis laissé glisser et j'ai pu arriver sur l'autre rive. J'ai frappé à une maison. C'était un brave homme. Il m'a dit : « Il faut te sécher. » Il m'a fait manger. J'ai dormi jusqu'à midi. Puis il m'a conduit à l'autobus. Après je suis allé porté plainte. L'officier de police m'a dit : « C'est faux. C'est un règlement de compte entre vous. » Mais j'ai insisté : c'était des policiers, un car. Alors il a ri : « Cela prouve, a-t-il dit, que tu sais bien nager... »

Osera-t-on, une nouvelle fois, traiter avec un pareil mépris de la justice et, il faut le dire, avec une cruauté aussi inhumaine, le témoignage d'Idir Chebbah ?

Ne va-t-on pas enfin ouvrir l'enquête qui s'impose et châtier les coupables ?

TARIFS D'ABONNEMENTS

Les abonnements de « l'Humanité » prennent date les 1er et 16 de chaque mois.

« HUMANITE »

3 mois	18.00 NF
6 mois	34.00 NF
1 an	62.50 NF
Etranger :	
1 an	110.00 NF

« HUMANITE » et « HUMANITE DIMANCHE »

3 mois	22.50 NF
6 mois	44.00 NF
1 an	82.00 NF
Etranger :	
1 an	138.00 NF

6, boul. Poissonière, Paris (9e)
Compte Ch. Postal : PARIS 34-18

Pour toute demande de changement d'adresse bien préciser l'ancienne et la nouvelle adresse ainsi que la durée. Joindre 0.50 NF pour frais.

A l'appel du Parti Communiste, de la S.F.I.O., du P.S.U. du parti radical, de l'U.D.S.R. et de la C.G.T.

Meeting d'union antifasciste

hier soir à Angoulême

APRES L'ATTENTAT AU PLASTIC CONTRE L'IMPRIMERIE CHARENTAISE

ANGOULEME (de notre correspondant particulier)

UN attentat au plastic a été commis dans la nuit de mercredi à jeudi à Angoulême contre l'Imprimerie Charentaise. Les dégâts sont évalués à près d'un million d'anciens francs. Toutes les vitres ont été brisées jusqu'à 50 mètres de l'immeuble. Le crime est signé car c'est dans cette imprimerie qu'a été tiré récemment le matériel dénonçant les activités de l'O.A.S. en Charente.

L'émotion est grande à Angoulême où toute la journée de jeudi, c'est par centaines que les habitants ont défilé sur les lieux de l'attentat.

Dès hier matin, la section du Parti Communiste Français, la section du parti socialiste SFIO, la section du parti socialiste unifié, le comité du parti radical, le comité de l'UDSR et la CGT ont diffusé un communiqué commun, alerté la population et appelé à la riposte en invitant les travailleurs à se rassembler à 18 h. 30 devant l'imprimerie.

A l'heure dite, plus de 500 personnes se sont réunies et ont participé à un vibrant meeting populaire au cours duquel les représentants du Parti Communiste Français, du PSU, de la SFIO, du parti radical et de la CGT ont pris la parole.

Un appel pour la mise en place de comités de lutte antifascistes

En conclusion, une résolution a été votée à l'unanimité. Après avoir rappelé que c'est à l'appel de toutes les organisations ouvrières que les manifestants ont répondu, la résolution dénonce la complicité du pouvoir à l'égard de l'OAS et demande aux républicains de mettre partout en place des comités de lutte pour opposer aux activités fascistes et à leurs auteurs la riposte de masse qu'elles imposent. La résolution exige également la fin immédiate de la guerre en Algérie, à la faveur de laquelle le fascisme se développe et appelle les démocrates à l'union pour barrer la route à l'aventure et préparer une véritable République.

DANS L'OISE

LES FEDERATIONS DU PCF DU PSU, LA CGT, LA FEN LE SNI, LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

APPELLENT LES DEMOCRATES A CREER DES COMITES ANTIFASCISTES

Dans l'Oise, la fédération du Parti Communiste Français, du PSU, l'Union départementale CGT, la FEN, le SNI, la Ligue des Droits de l'Homme, l'UJCF viennent de lancer un appel commun à tous les travailleurs, à tous les républicains « du département, pour qu'ils créent « *dans l'unité des comités antifascistes de lutte et d'autodéfense sur la base des entreprises, localités et cantons de l'Oise* ».

Elles demandent également « *aux organisations nationales démocratiques de réaliser au plus vite l'union à l'échelon national* ».

Dans cet appel, les organisations réclament notamment : « *La mise hors d'état de nuire de l'OAS et des groupes fascistes; la libération immédiate de tous les Algériens emprisonnés ; la levée des mesures discriminatoires frappant les Algériens de Paris; la fin de la guerre par l'ouverture de négociations avec le GPRA conduisant à l'indépendance de l'Algérie.*

A BEAUCAIRE (Gard)

Les sections du Parti Communiste et de la S. F. I. O. : Union sans exclusive pour une démocratie rénovée

LES délégués des sections du Parti Communiste Français et de la SFIO de Beaucaire, dans le Gard, ont décidé, au cours d'une réunion commune, « d'alerter l'opinion publique pour créer un courant d'union des forces républicaines, sans exclusive, non seulement pour lutter contre la politique actuelle et le régime qui l'engendre et la pratique, mais, également, pour un retour rapide à une démocratie rénovée. »

« *Dans cette perspective, les deux sections se sont mises d'accord sur les points suivants, persuadés qu'ils recueilleront l'adhésion des démocrates sincères : l'élection d'une Assemblée constituante au scrutin proportionnel intégral ; la fin de la guerre d'Algérie par l'application loyale de l'autodétermination ; l'opposition au réarmement des militaristes allemands et d'arrêter la course aux armements nucléaires en acceptant le désarmement complet, général et contrôlé ; le châtiment des factieux, la dissolution des groupes fascistes, l'épuration de la police et de l'armée ; l'augmentation générale des salaires, la semaine de 40 heures, la satisfaction des revendications des petits et moyens paysans, celles de la jeunesse, etc ; l'abrogation des lois antilaïques, la défense de l'Université.* »

—o—

A CAUDRY (Nord)

Agissons ensemble pour promouvoir un changement profond de la politique française

déclare un manifeste commun de la C.G.T. de F.O., du P.C.F. et du P.S.U.

A Caudry, l'Union locale CGT, l'Union locale FO, le Parti Communiste, le PSU et la Jeunesse Communiste ont publié un communiqué commun dénonçant le régime de pouvoir personnel à l'ombre duquel s'agitent les factieux.

« *Dans la situation très grave créée dans notre pays* », ce communiqué considère qu'il n'est qu'une seule issue possible :

« *Le rassemblement de toutes les forces démocratiques et républicaines pour promouvoir un changement profond de la politique française.* »

A cette fin, ce texte appelle tous les républicains à agir ensemble pour la paix négociée en Algérie, pour la défense des libertés et l'élection au suffrage universel et à la proportionnelle d'une Assemblée nationale dotée de pouvoirs constituants.

— LA XIIIe CHAMBRE CORRECTIONNELLE de la Seine a condamné hier à six mois de prison pour usage de fausse carte d'identité, Dominique Venner, 26 ans, un fasciste qui collabora à « Jeune Nation ».

Venner, interpellé le 19 avril, avait présenté une carte d'identité au nom de Marc Leroy.

Il a comparu hier dans le box des détenus car il est impliqué dans un dossier, actuellement à l'instruction, ouvert pour « atteinte à la sûreté de l'Etat ».

■ Au cours de sa dernière séance, le conseil municipal de Gennevilliers a protesté contre la condamnée (huit mois de prison avec sursis) dont a bénéficié l'agent de police Pignon, qui fit sans raison le jeune Daniel Lhonoret, âgé de 17 ans.

Des paysans du Finistère s'opposent à la création d'une base aéronavale

Une centaine de cultivateurs se sont opposés hier matin à Saint-Servais, près de Landerneau (Finistère) à la poursuite des travaux de sondage et de piquetage exécutés pour le compte de la Marine Nationale sur leurs terres. Ces travaux ont pour but d'étudier l'implantation d'une base aéronavale dans la région de Saint-Servais-Hôpital pour travailler en liaison avec le groupe de porte-avions basé à Brest.

Les paysans craignent d'être expropriés au cas où une base serait implantée. Une vingtaine de fermes seraient en effet touchées par ce projet et deux d'entre elles seraient entièrement supprimées.

—o—

Une escadre américaine arrive à Chaumont

Les détachements précurseurs d'une escadre aérienne américaine arrivent à la base de Chaumont-Semoutiers (Haute-Marne).

D'ici peu, la base recevra une formation de F-84 venant de « Mcguire Air Force » (New Jersey). Elle sera commandée par le général Donald G. Strait. (*A.F.*)

Coups de feu et grenade contre des policiers dans le 19e arrondissement : trois blessés

Hier à 18 heures, aux abords du commissariat de police du quartier de Combat, dans le 19e arrondissement, un Algérien a tiré des coups de feu sur un policier qui, descendant d'un car, l'avait interpellé.

Le de son pantalon mais le policier ne fut pas touché. L'homme qui avait tiré remonta en courant la rue Pradier et deux agents qui étaient en faction devant le commissariat en lancèrent à sa poursuite. A l'angle de l'avenue Simon-Bolivar, il jeta une grenade pour protéger sa retraite. Deux agents furent atteints par des éclats ainsi qu'une fillette, Eliane Prestour, demeurant avenue Secrétan, qui a été légèrement touchée aux jambes.

Un projectile traversa la jambe. La police encercla le pâté d'immeubles mais l'homme reste introuvable.

l'Humanité

6, boulevard Poissonnière Paris 9e — Tél. : PRO. 15-01 et la suite

DIRECTEUR : Etienne FAJON
FONDATEUR : Jean JAURES
DIRECTEUR (1916-1958) : Marcel CACHIN
REDACTEUR EN CHEF (1926-1937) : VAILLANT - COUTURIER

Abonnements : 1 an, 62.50 N.F. (6.250 fr.) - 6 mois : 34 N.F. (3.400 fr.) - 3 mois : 18 N.F. (1.800 fr.) - C. C. P. Paris 34-18. Corse : 0.25 N.F. (25 fr.) - Belgique : 4 - Suisse 0.40 - Algérie : 0.30 N.F. (30 fr.) - Tunisie : 27 m - Italie : 70 l.